

Lettre ouverte des industriels au Président de la République en faveur de l'industrie française

"Monsieur le Président, tiendrez-vous votre promesse de prolonger le suramortissement ?"

A quelques semaines du vote du projet de loi de Finances, l'industrie française a découvert avec stupeur que le suramortissement en faveur de l'investissement productif était absent du texte gouvernemental. En juin dernier, F. Hollande s'était pourtant engagé publiquement à prolonger cette mesure décisive jusqu'en décembre 2017. Sans ce dispositif incitatif, la France va accuser un recul significatif de l'investissement et de son industrie.

Le Symop, Syntec Numérique et le Gimélec, trois organisations professionnelles au service des industriels français, interpellent le Président.

"La reprise économique est en bonne voie, tout particulièrement si le rebond dans les investissements des entreprises est confirmé" a averti Standard&Poor's, vendredi 21 octobre, en relevant la perspective de la France de "négative" à "stable". Ce faisant, l'agence de notation américaine alerte sur le caractère primordial de l'investissement productif, essentiel pour redynamiser notre industrie qui emploie 12% des salariés français.

Investir dans l'outil industriel ne va pas de soi en France, qu'il s'agisse d'investissements dans la modernisation des outils de production comme dans l'intégration des solutions numériques. A titre d'illustration, l'installation annuelle de robots en Allemagne est maintenant supérieure à celle de notre pays. Et en 2015, la France était à la 26ème position mondiale du classement des pays qui ont une propension à exploiter les opportunités des technologies de l'information et de la communication selon l'indicateur NRI (Network Readiness Indicator).

Voilà pourquoi l'adoption du suramortissement en faveur des investissements productifs a été une décision clé de votre gouvernement, nous le disons haut et fort. L'effet a été là, net, massif et incontestable, selon l'INSEE *"ce dispositif rehausserait l'investissement dans l'industrie manufacturière de l'ordre de 0,2 à 0,4% par trimestre"*.

La volte-face du gouvernement lourde de conséquences

Reconnaissant l'efficacité du suramortissement, vous avez déclaré publiquement, Monsieur le Président, le 29 juin dernier : *"j'ai donc décidé de le prolonger sur l'ensemble de l'année 2017"*, un engagement présidentiel que les dirigeants de PMI et ETI, soucieux d'investir, ont pris comme un engagement de l'Etat. Oui mais voilà, quatre mois après, votre promesse n'est plus d'actualité et le gouvernement a supprimé purement et simplement la mesure du projet de loi de finances 2017 !

Lettre ouverte des industriels au Président de la République en faveur de l'industrie française

Cette volte-face gouvernementale est lourde de conséquences : elle menace à court terme le niveau d'investissement industriel pour garantir la compétitivité de nos PME et ETI industrielles, vecteur principal pour assurer le maintien de leur production et de leurs emplois en France;

Elle va encore accroître la méfiance des industriels vis-à-vis de la parole publique ; dans le soutien qu'ils peuvent attendre.

Enfin, elle donne un signal négatif aux Français qui attendent que le potentiel industriel de leur pays soit soutenu efficacement.

Monsieur le Président, la transition numérique et écologique est une formidable occasion de transformer en profondeur l'appareil productif français. Il faut en être conscient et le dire : oui, cette mutation exige des investissements massifs, mais elle aura des effets positifs majeurs pour que la France garde un statut de « Terre de production », permettant d'aborder avec confiance la compétition internationale

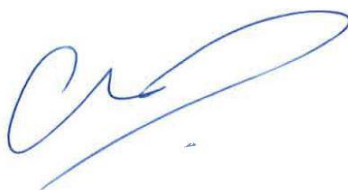
Les industriels attendent de l'Etat qu'il joue son rôle de stratège, qu'il mette en œuvre tous les moyens nécessaires pour promouvoir l'investissement, accélérer la mutation de l'appareil productif français et créer de nouvelles activités.

Monsieur le Président, rétablissez le dispositif de suramortissement dans le projet de loi de Finances, et démontrez que l'Etat tient ses promesses, prouvez qu'il sait rester stratège et qu'il soutient l'Industrie française !

Luc Rémont

Constant Bernard

Godefroy de Bentzmann



Président du Gimélec

Président du SYMOP

**Président
Syntec Numérique**